

Armes de destruction massive irakiennes : le manque de crédibilité anglo-américaine

par **Caroline Pailhe**, Chargée de recherche au GRIP

18 juin 2003

Alors que l'Irak se trouve acculé par les Etats-Unis à accepter un régime d'inspections plus sévères de son matériel nucléaire, en Irak, les Coalisés peinent à trouver les armes de destruction massive développées par Saddam Hussein et son régime. Et avec le temps, l'ampleur de la manipulation quant à la menace imminente représentée par l'Irak se précise. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni n'ont en effet pas lésiné pour user de l'argument, de manière parfois très grossière, allant jusqu'à engager leur crédibilité au plus haut niveau de gouvernement.

Dans ce que d'aucuns appellent déjà le scandale de l'« *Irakgate* », les éléments à charge sont légion. Les services de renseignement tant américains que britanniques ont été politisés et ont subi des pressions. Que savaient donc Londres et Washington et depuis quand ? Et avec quelle ampleur les chefs d'Etat de ces deux pays ont tenté d'aligner les faits avec leurs convictions et leurs objectifs politiques ?

Ces questions doivent impérativement recevoir une réponse. Il ne faudrait pas occulter le débat sous prétexte que c'est le « scénario optimiste » qui s'est imposé (guerre courte, peu de pertes et pas d'embrasements) et que le peuple irakien a été « libéré ». D'abord, parce que rien n'est moins sûr. L'Irak est loin d'être sécurisé, à l'instar de l'Afghanistan où, près de deux ans après la fin des hostilités, règne toujours une violence de basse intensité. Ensuite, parce que deux chefs d'Etat – et non des moindres – ont « vendu », sur base de vérités et de contre-vérités, une « guerre de désarmement » qui a coûté jusqu'à présent près de 100 milliards de dollars et plusieurs milliers de vies humaines. Enfin et surtout, parce que la gestion exclusivement militaire de cette crise, autour d'un sujet aussi sensible que le désarmement et les armes de destruction massive, laisse entrevoir des conséquences désastreuses sur les relations internationales dans leur ensemble et sur le mode de gestion pacifique et multilatéral patiemment mis en place dans ce domaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale grâce aux régimes multilatéraux de non-prolifération.

Ces fausses informations ont tout d'abord mis à mal le travail des inspecteurs de l'ONU et la gestion de la crise irakienne par les Nations unies. Rappelons que entre le 27 novembre 2002, date de la première inspection dans le cadre de la résolution 1440, et le 18 mars 2003, lorsque les inspecteurs ont été sommés de quitter l'Irak face à l'imminence de la guerre et alors que leur mission était loin d'être terminée, l'UNMOVIC avait mené 731 inspections portant sur 411 sites, dont 88 n'avaient jamais été inspectés auparavant. Les inspecteurs n'ont trouvé aucun élément indiquant la poursuite ou la reprise des programmes d'armes de destruction massive, ni de produits interdits si ce n'est en quantité négligeable. Depuis le début des hostilités et à aucun moment, les unités d'inspection mises en place par la Coalition n'ont communiqué leurs observations à l'UNMOVIC, dont le mandat reste opérationnel, et qui, par ailleurs, n'a pas été sollicitée.

Car Washington et Londres continuent de gérer seuls le « désarmement » de l'Irak. Dès le déclenchement des hostilités, la Task Force 75 a été chargée de traquer les armes tant désirées. Après trois mois de recherches et l'examen de plus de 200 sites, le bilan de ces « inspecteurs » américains reste nul et/ou largement controversé. Mais la traque ne s'arrête pas là.

Ce sont maintenant les experts du Pentagone qui prennent le relais, les investigations étant désormais menées par le Groupe d'enquête sur l'Irak, dirigé par l'Agence du renseignement de la défense (DIA), sans qu'aucun contrôle extérieur ou international ne soit prévu...

Finalement, les tromperies systématiques de Londres et de Washington et les effets d'annonce rapidement discrédités et/ou démentis sont inquiétants en soi et dépassent largement le seul cas des armes de destruction massive ou de l'Irak. La gestion de la crise a incontestablement enclenché un dangereux processus au niveau du désarmement international. C'est le cadre des Nations unies dans son ensemble qui est mis à mal, et tout particulièrement les processus de maîtrise des armements, dont la pierre angulaire reste le système des inspections, basé sur la confiance réciproque et le respect de garanties pour le pays signataire.

A ce niveau, le précédent irakien n'augure rien de bon. Alors que les forces occupantes en Irak ont limité à l'extrême la mission d'investigation des experts de l'AIEA sur le site nucléaire d'al-Tuwaïtha, le gouvernement américain insiste pour que l'Agence de l'ONU impose à l'Iran un régime de contrôle et d'inspections plus approfondies. Selon de nombreux commentateurs, il s'agirait pour Washington de localiser avec précision les équipements nucléaires iraniens en vue de lancer une frappe aérienne « chirurgicale » destinée à réduire à néant la capacité nucléaire iranienne. Fidèles à leur politique unilatéraliste, les Etats-Unis utilisent les organisations internationales quand celles-ci peuvent servir leurs intérêts.

En Irak, s'il s'agit toujours de rechercher des armes de destruction massive, la coalition anglo-américaine a en tous cas démontré qu'elle n'est pas crédible. Tout élément suspect trouvé, aussi infime soit-il, devra impérativement être examiné de manière indépendante par les inspecteurs en désarmement de l'ONU. Dans ce type d'investigation, sensible s'il en est, les experts de l'ONU sont les plus à même de mener des missions indépendantes et donc, efficaces.

* * *